

BANQUE DU CANADA

Le taux cible des fonds à un jour demeure à 1,00 %

La BdC rehausse ses prévisions... mais les risques sont importants

SELON LA BANQUE DU CANADA (BdC)

- Le taux cible des fonds à un jour reste à 1,00 %.
- La croissance de l'économie mondiale devrait se renforcer au cours des deux prochaines années, passant de 2,9 % en 2013 à 3,4 % en 2014 et à 3,7 % en 2015. Les États-Unis seront le chef de file dans cette accélération.
- Au Canada, la croissance s'est renforcée au second semestre de 2013. Toutefois, on a observé peu de signes du rééquilibrage attendu vers les exportations et les investissements des entreprises. L'accroissement de la demande aux États-Unis, ainsi que la dépréciation récente du dollar canadien, devrait stimuler les exportations et, partant, la confiance et les investissements des entreprises.
- La croissance du PIB réel devrait passer de 1,8 % en 2013 à 2,5 % en 2014 et en 2015. Cela signifie que l'économie retournera graduellement à son plein potentiel au cours des deux prochaines années.
- La BdC s'attend maintenant à ce que le profil d'évolution de l'inflation soit plus bas qu'anticipé précédemment pendant la majeure partie de la période de projection. Elle prévoit que l'inflation retournera à la cible de 2 % dans deux ans environ, les effets de la concurrence dans le commerce de détail se dissipant et les capacités excédentaires se résorbant.
- Les risques à la baisse entourant l'inflation ont gagné en importance. Parallèlement, les risques associés aux déséquilibres prononcés dans le secteur des ménages n'ont pas changé sensiblement.
- La BdC estime que la résultante des risques reste dans la zone décrite en octobre et elle a donc décidé de maintenir le taux cible du financement à un jour à 1 %. Le moment et l'orientation du prochain changement du taux directeur seront fonction de l'influence des nouvelles informations sur la résultante des risques.

COMMENTAIRES

Comme prévu, l'évolution récente des indicateurs économiques a incité la BdC à réviser quelque peu à la hausse ses prévisions économiques. Le PIB réel attendu pour 2013 passe ainsi de 1,6 % à 1,8 %, soit un pronostic identique à notre scénario. La croissance prévue par la BdC pour 2014 a aussi été révisée à la hausse, soit de 2,3 % à 2,5 %.

Cela dit, les risques associés aux perspectives économiques demeurent importants. En particulier, les exportations ne parviennent toujours pas à profiter de l'embellie de la demande aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Or, beaucoup d'espoir repose sur une accélération des exportations et de l'investissement non résidentiel pour soutenir la croissance dans les trimestres à venir.

Les risques à la baisse entourant l'inflation sont également élevés. Les prévisions concernant celle-ci ont été révisées à la baisse tout au long de 2013 alors que les effets des capacités excédentaires de production et de la vive concurrence dans le commerce de détail se sont fait sentir davantage que prévu. Dans ces conditions, la remontée graduelle de l'inflation attendue en 2014 pourrait bien être moins prononcée que prévu. À l'opposé, les inquiétudes associées à la vitalité du marché du logement et à l'endettement des ménages demeurent présentes malgré certains signes modestes d'amélioration. Visiblement, les autorités monétaires jugent que la balance de ces risques est présentement équilibrée.

Implications : L'évolution de la balance des risques dictera les décisions en matière de politique monétaire au cours des prochains trimestres. La porte n'est pas fermée à une éventuelle baisse des taux d'intérêt directeurs si jamais l'inflation devait se maintenir nettement sous la cible inférieure pour une période assez prolongée. À court terme, cette éventualité continuera d'entraîner des pressions à la baisse sur le dollar canadien. Une baisse de taux directeurs demeure néanmoins très peu probable, et tout porte à croire que les prochains trimestres seront plutôt marqués par une stabilité des taux d'intérêt directeurs. Une première hausse du taux cible des fonds à un jour pourrait être décrétée en seconde moitié de 2015, soit lorsque les capacités excédentaires de production se seront pratiquement résorbées.

Benoît P. Durocher
Économiste principal

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef

Yves St-Maurice
Directeur principal et économiste en chef adjoint

514-281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

Mathieu D'Anjou
Économiste principal

Benoît P. Durocher
Économiste principal

Jimmy Jean
Économiste principal

Hendrix Vachon
Économiste senior

Calendrier 2014 des réunions des banques centrales

	<u>Décision</u>	<u>Taux</u>		<u>Décision</u>	<u>Taux</u>	
JANVIER			JUILLET			
9	Banque centrale européenne	s.q.	0,25	1	Banque de réserve d'Australie	
9	Banque d'Angleterre	s.q.	0,50	2	Banque de Suède	
15	Banque du Brésil	+50 p.b.	10,50	3	Banque centrale européenne	
22	Banque du Canada	s.q.	1,00	10	Banque d'Angleterre	
22	Banque du Japon	---	---	11	Banque du Mexique	
29	Réserve fédérale américaine			15	Banque du Japon	
30	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande			16	Banque du Brésil	
31	Banque du Mexique			16	Banque du Canada	
FÉVRIER			AOÛT			
4	Banque de réserve d'Australie			5	Banque de réserve d'Australie	
6	Banque centrale européenne			7	Banque centrale européenne	
6	Banque d'Angleterre			7	Banque d'Angleterre	
12	Banque de Suède			8	Banque du Japon	
18	Banque du Japon			SEPTEMBRE		
26	Banque du Brésil			2	Banque de réserve d'Australie	
MARS			OCTOBRE			
4	Banque de réserve d'Australie			2	Banque centrale européenne	
5	Banque du Canada			7	Banque de réserve d'Australie	
6	Banque centrale européenne			7	Banque du Japon	
6	Banque d'Angleterre			9	Banque d'Angleterre	
11	Banque du Japon			22	Banque du Canada	
13	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande			23	Banque de Norvège	
19	Réserve fédérale américaine			27	Banque de Suède	
20	Banque nationale suisse			29	Banque du Brésil	
21	Banque du Mexique			29	Réserve fédérale américaine	
27	Banque de Norvège			30	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande	
AVRIL			NOVEMBRE			
1	Banque de réserve d'Australie			4	Banque de réserve d'Australie	
2	Banque du Brésil			6	Banque centrale européenne	
3	Banque centrale européenne			6	Banque d'Angleterre	
8	Banque de Suède			19	Banque du Japon	
8	Banque du Japon			DÉCEMBRE		
10	Banque d'Angleterre			2	Banque de réserve d'Australie	
16	Banque du Canada			3	Banque du Brésil	
24	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande			3	Banque du Canada	
25	Banque du Mexique			4	Banque centrale européenne	
30	Banque du Japon			4	Banque d'Angleterre	
30	Réserve fédérale américaine			5	Banque du Mexique	
MAI			NOVEMBRE			
6	Banque de réserve d'Australie			11	Banque de Norvège	
8	Banque centrale européenne			11	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande	
8	Banque d'Angleterre			11	Banque nationale suisse	
8	Banque de Norvège			15	Banque de Suède	
21	Banque du Japon			17	Réserve fédérale américaine	
28	Banque du Brésil			19	Banque du Japon	
JUIN			NOVEMBRE			
3	Banque de réserve d'Australie			4	Banque de réserve d'Australie	
4	Banque du Canada			6	Banque centrale européenne	
5	Banque centrale européenne			6	Banque d'Angleterre	
5	Banque d'Angleterre			19	Banque du Japon	
6	Banque du Mexique			DÉCEMBRE		
12	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande			2	Banque de réserve d'Australie	
13	Banque du Japon			3	Banque du Brésil	
18	Réserve fédérale américaine			3	Banque du Canada	
19	Banque de Norvège			4	Banque centrale européenne	
19	Banque nationale suisse			4	Banque d'Angleterre	

NOTE AUX LECTEURS : Certaines banques peuvent décider de modifier les taux entre les réunions prévues. Les simplifications s.q. et p.b. correspondent respectivement à *statu quo* et points de base.